



**HAL**  
open science

**François Azouvi, Le mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire, Paris, Folio-Gallimard, 2015, 695 p., ISBN 978-2-07-046512-5**

Sébastien Ledoux

► **To cite this version:**

Sébastien Ledoux. François Azouvi, Le mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire, Paris, Folio-Gallimard, 2015, 695 p., ISBN 978-2-07-046512-5. *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2017, RHMC, 64 (1), pp.212 - 214. 10.3917/rhmc.641.0212 . hal-03913324

**HAL Id: hal-03913324**

**<https://hal.science/hal-03913324>**

Submitted on 27 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

François Azouvi, *Le mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire*, Paris, Gallimard, coll. « folio histoire », 2015, 695 p., ISBN 978-2-07-46512-5.

Le livre de François Azouvi paru dans la collection Folio histoire est une réédition augmentée de son ouvrage publié initialement chez Fayard en 2012. Ce travail très richement documenté effectué par un non historien (l'auteur est philosophe de formation) constitue une contribution précieuse à l'histoire de la mémoire de la Shoah en France en marquant une nouvelle approche de la question. Le cœur de sa démonstration -explicitement énoncée dans le titre du livre- est la réfutation de ce qu'il nomme dès les premières lignes « la thèse du grand silence autour du génocide des Juifs » (p.15). Il est important de relever que le propos du chercheur s'inscrit à l'échelle internationale dans une nouvelle historiographie qui réévalue la présence du génocide au sein des sociétés occidentales de 1945 aux années 1960, une période qualifiée d'oubli ou de silence par un certain nombre d'historiens depuis la fin des années 1980. Les travaux d'Hasia Diner avaient déjà auparavant abouti aux mêmes conclusions pour les États-Unis en mettant en exergue de multiples évocations de la Shoah au sein de la communauté juive nord-américaine lors de cette période (*We Remember with Reverence and Love: American Jews and the Myth of Silence after the Holocaust, 1945-1962*, New York-Londres, New York University Press, 2009).

Déconstruisant le schéma narratif dominant « refoulement/retour du refoulé/obsession », François Azouvi développe son argumentation en trois parties chronologiques : « Le génocide dans la culture française » de septembre 1944 à novembre 1961, « Le génocide dans l'espace public » de 1961 à 1967 avec la guerre des Six-Jours, et enfin « Le génocide dans la sphère de l'Etat » de la grâce de Touvier (1971) au procès Barbie (1987). Ces temporalités suggèrent une imprégnation progressive de la mémoire de la Shoah en France, touchant des cercles toujours plus larges concernant au départ les élites culturelles, puis l'espace public et enfin l'action publique.

L'auteur consacre une très large part de son livre aux milieux intellectuels catholiques et protestants, ainsi qu'aux productions littéraires et cinématographiques qui évoquent le génocide de la fin de la guerre au début des années 1960. Le grand intérêt de ce travail réside dans la présentation de très nombreux textes, ouvrages et films démontrant de manière indiscutable les diverses formes d'expressions que ce passé a pu alors susciter de façon continue. L'entrée de la mémoire du génocide dans l'opinion publique française au cours des années 1960 est repérée par François Azouvi à la faveur de la controverse publique autour de la pièce du *Vicaire* (1963-1966). Cette référence, à laquelle il faut ajouter la controverse provoquée par la parution en 1966 du livre *Treblinka* de Jean-François Steiner, bien analysée par Samuel Moyn (*A Holocaust Controversy : The Treblinka Affair in Postwar France*, Waltham, Brandeis University Press, 2005), a le mérite de nous rappeler la pertinence de l'échelle nationale dans l'étude de la mise en mémoire du génocide, jusque-là occultée par un récit globalisant faisant du procès Eichmann (1961) et de la guerre des Six- Jours des dates charnières exclusives.

La troisième partie qui traite des années 1970-1980 appelle quelques réserves. Les faits rapportés sont nombreux et significatifs, mais l'impression d'un catalogue de dates sans réelle mise en perspective, mêlant indistinctement faits culturels, politiques ou sociaux, finit par l'emporter. Il en ressort une périodisation qui manque de relief et qui reste cette fois-ci traditionnelle en attachant trop d'importance aux années 1970 sans relever les mutations sociales des années 1980 qui ont des effets déterminants sur le passé étudié. Entre autres, la question du traumatisme et le statut de victime deviennent des catégories sociales particulièrement opérantes dans cette décennie, ce qui offre un cadre d'intelligibilité et donc d'appropriation inédit pour le génocide des Juifs. Par ailleurs, l'évènement fait l'objet d'une mise à l'agenda progressive du politique -c'est très net avec la commémoration du Vel d'Hiv'- au cours des années 1980. La question du génocide est construite comme problème public par différents acteurs (politiques, médias, entrepreneurs de mémoire, scientifiques) au tournant des années 1980-1990 dans une nouvelle configuration qui mêle la lutte contre l'antisémitisme et le négationnisme, la montée du Front national et la qualification d'une « France-malade-de-son passé » vichyssois antisémite, un problème appelant une intervention des pouvoirs publics au plus au niveau. Les années 1990, présentées seulement dans l'épilogue de l'ouvrage, voient pourtant la mémoire de la Shoah devenir un cadre référentiel avec l'instauration d'une politique publique à son sujet qui engage l'État français dans des actions de réparations symboliques et matérielles.

Malgré ces limites, le travail de François Azouvi marque une étape importante dans le champ historiographique des études sur la mémoire de la Shoah. L'ouvrage a en effet ouvert un nouveau chantier en France -que des historiens prolongent aujourd'hui- en s'attaquant frontalement à la *doxa* en vigueur depuis alors plus d'une vingtaine d'années, ce qui relève aussi d'un certain courage tant l'objet est symboliquement fortement investi. La question que soulève d'ailleurs l'auteur dans sa postface apparaît en cela particulièrement féconde : « pourquoi avons-nous oublié que nous n'avons pas oublié ? » (p. 564). Elle ouvre des réflexions plus générales sur le rôle social de l'historien et le rapport des contemporains au passé dans le cadre d'une nouvelle économie morale. Les demandes de reconnaissance et de réparations pour les victimes de certains faits du passé catégorisés comme traumatiques ont en effet souvent été légitimées par des mises en récit publiques statuant sur leur oubli, leur refoulement ou leur occultation. Cette grille interprétative a concerné en France la Shoah mais aussi la Guerre d'Algérie et la traite et l'esclavage à partir des années 1990. Le travail de François Azouvi touche par conséquent un point extrêmement sensible de la démarche ontologique de l'historien, tournée vers le recouvrement des traces du passé, en démontrant que ce récit du silence de la mémoire de la Shoah s'est élaboré avec la caution scientifique de certains historiens. Il n'en est que plus utile.

Sébastien Ledoux Paris 1/CHS du XX<sup>e</sup> siècle